

Programme Ecolo Elections fédérales 2007

Livre III - Pour une société émancipatrice

Chapitre III.5. Questions de société

LA SOCIETE AUJOURD'HUI : ETAT DES LIEUX ET ANALYSE

CONSTRUIRE UNE SOCIETE PLUS OUVERTE ET PLUS RESPECTUEUSE DE CHACUNE ET CHACUN

Le monde a toujours évolué ; cependant, cette évolution s'accélère de plus en plus. Et les changements s'opèrent dans le monde entier. Le « village global » est atteint. On peut aujourd'hui savoir ce qui se passe au même moment à tout endroit du monde. De Djakarta à Tombouctou, en passant par Bruxelles ou Washington, on peut communiquer avec n'importe qui grâce aux nouvelles technologies de communication.

Paradoxalement, alors que l'internationalité des contacts technologiques donne l'impression d'un monde qui rapproche, les rapports entre individus, dans nos villes, nos campagnes et banlieues occidentales, se détériorent.

Cette solitude, même quand on ne vit pas seul, les difficultés à communiquer au sein d'une famille, d'un groupe d'amis, peuvent être à l'origine d'un mal-être grandissant pour certains adolescents. Ce mal-être les pousse parfois à désirer la mort, ce qui nous confronte à la brutalité qui régit en ce XXIème siècle les rapports humains : la compétition dès l'école, la compétition pour l'emploi, le besoin de reconnaissance sociale liée aujourd'hui aux signes extérieurs de la possession, suscitant le désir et le respect : le dernier GSM ou le dernier I Pod.

Première, deuxième, troisième génération : des citoyen-ne-s à part entière !

Les « immigrés », qu'elles/ils aient ou non la nationalité belge, qu'elles/ils soient de la première, de la deuxième ou même de la troisième génération, restent trop souvent considéré-e-s et traité-e-s comme des citoyen-ne-s de seconde zone, souffrant de discrimination à l'embauche et au logement notamment, occupant souvent les emplois les plus précaires et les plus mal payés, ne disposant pas des mêmes droits juridiques et politiques que les autres citoyen-ne-s. Ces discriminations sont source de tensions. Elles minent le contrat social et nuisent au « vivre ensemble ».

Du reste, beaucoup d'entre elles/eux sont belges et se sentent belges à part entière. De plus en plus, elles/ils vivent une jeunesse scolarisée, pénètrent les classes moyennes et constituent de nouvelles élites sociales, culturelles, économiques, intellectuelles, sportives et politiques. Elles/ils vivent, à juste titre, comme une discrimination le fait qu'on continue à parler d'elles/eux en tant qu'« immigré-e-s » ou « étranger-e-s ».

Et malheureusement, on le sait, le combat ne s'achève pas avec la conquête des droits et leur inscription dans l'ordre juridique. Encore faut-il que les faits, que les réalités s'y conforment.

Améliorer non seulement les droits, mais aussi les mentalités

En effet, si les droits semblent mieux défendus, plus pointus, notamment ceux des minorités sexuelles, cela ne se traduit pas toujours dans le regard et l'attitude envers le groupe ou l'individu jugé « différent ». Les études les plus récentes relatives à la façon dont les jeunes perçoivent les étrangers ou les homosexuels sont parlantes à cet égard : l'intolérance reste malheureusement majoritaire.

Remettre le débat éthique à l'ordre du jour, ne pas laisser les innovations technologiques s'emballer sans les encadrer

L'accélération des découvertes scientifiques, les innovations technologiques, les modifications dans les comportements individuels, appellent sans relâche des débats et des choix démocratiques éclairés, avec la participation de tous les acteurs concernés.

Le gouvernement violet s'est certes penché sur certaines modifications sociétales (divorce, adoption ouverte aux couples homosexuels par exemple), mais il a laissé en friche les questions davantage liées aux sphères médicale et technologique, entre autres celles des abandons d'enfants, de l'avortement, de l'accompagnement de fin de vie, mais aussi celle des tests génétiques.

Véritable révolution technologique et sociétale, le réseau Internet a connu un essor remarquable ces dernières années. La question du contrôle de son accès est aujourd'hui posée, avec toutes les répercussions démocratiques et culturelles qu'on peut imaginer.

PRIORITE N°1 :

CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ VRAIMENT INTERCULTURELLE

De tous temps, les groupes humains ont circulé sur la planète, à la recherche d'une terre d'asile où mener une vie meilleure ou plus digne. Après les migrations pour nos entreprises des années 50 et 60, on assiste depuis les années 90 à l'arrivée de nouveaux migrants, poussés par les multiples désordres de la planète : impasses du développement dans les pays du sud, guerres, problèmes écologiques, dissolution du bloc soviétique, dérégulation économique ...

Face à ces nouveaux arrivants et à l'ère de la mondialisation, notre vision globale de la société doit plus que jamais tenir compte de l'importance d'une société interculturelle. L'avènement d'une telle société constitue un enjeu démographique, démocratique et humain : une société interculturelle n'est pas seulement multiculturelle, elle n'est pas que l'addition de couches

de cultures. Elle se base sur l'échange, le dialogue et la solidarité. Pour cela, il faut apprendre à se connaître, reconnaître ses différences, dès l'enfance, non comme sources de conflits mais comme une autre déclinaison de l'humanité. Pour cela, il faut construire ensemble dans le respect des droits et devoirs de chacun, et particulièrement des groupes de personnes fragilisées.

Les politiques d'intégration développées à tous les niveaux de pouvoir ne seront réussies que si elles se construisent avec les personnes concernées. Celles-ci doivent donc être des partenaires à part entière, organisés, faisant connaître leurs difficultés spécifiques et développant des propositions personnalisées. Les acteurs de terrain qui les accompagnent doivent pouvoir coordonner leurs actions, afin de les rendre plus efficaces et ainsi favoriser les pratiques les plus innovantes et les plus adéquates.

Le chemin est encore long. Meurtre raciste à Anvers, constats de discrimination à l'embauche ou dans l'accès au logement, harcèlement d'employés d'origine étrangère, injures racistes à des joueurs de foot et autres preuves de xénophobie et d'intolérance : malgré des avancées législatives, notre société reste marquée par la méfiance, le repli sur soi et la peur de l'autre.

Des actes de terrorisme islamiste et la « réverbération » des conflits du Moyen-Orient ont marqué les esprits, amenant la population à jeter sur la communauté musulmane un regard marqué par la crainte. Des jeunes d'origine étrangère sont stigmatisés et coupables du délit de faciès ; or, la confusion ne peut être permise. Des communautés étrangères se retrouvent concentrées dans certains quartiers, certaines écoles, certains lieux associatifs ou de loisirs. Tout cela mène certains à l'amertume et au repli. Parfois, la religion devient alors le seul moyen de porter fièrement son identité.

La communauté musulmane, très présente en Belgique, doit trouver sa juste place dans notre société et non pas être poussée à l'assimilation. Mais l'investissement religieux ne doit pas être le seul possible : des mouvements culturels, citoyens ou communautaires laïques doivent être soutenus. Et cela demande des options politiques claires, des actions de soutien et une politique d'accompagnement spécifique.

Pour rester démocratique, notre société doit prôner la tolérance, la rencontre, le respect, mais aussi appliquer au quotidien les valeurs fondamentales de la Constitution et des droits humains¹.

Droit de vote aux élections communales, simplification de l'accès à la nationalité belge, renforcement de la loi contre le racisme : Ecolo a porté nombre d'améliorations. Mais les discriminations ont la vie dure. Culture, religion, couleur de la peau, nationalité... ne peuvent justifier des droits ou des traitements différenciés. Il faut donc lutter davantage contre toutes les formes de discrimination ou d'intolérance (accès au logement, à l'emploi même pour les jeunes diplômés, à l'enseignement, aux lieux de loisirs,...). 50 % de la population d'origine turque et marocaine vit sous le seuil de pauvreté

¹ Droits de l'homme.

(pour un taux d'environ 10 % de la population en Belgique...). Outre l'organisation d'actions concrètes et la systématisation de l'application des lois contre le racisme et la xénophobie, il est nécessaire de soutenir les associations de proximité. Les actions de testing telles que celles initiées par le MRAX² seront renforcées (logement, emploi, entrée dans les dancings ...).

Pour Ecolo, l'intégration doit se comprendre comme la volonté de lutter contre toutes les exclusions. L'aspiration de chacun et de chacune, Belge comme personne d'origine étrangère, est de s'épanouir dans, notamment, ses références culturelles et de cohabiter harmonieusement avec les autres. C'est dans cette société du « vivre ensemble » et de la citoyenneté partagée que s'inscrit Ecolo.

PROPOSITION : Renforcer la lutte contre les discriminations à l'embauche

Il faut mettre en place des campagnes de sensibilisation pour faire évoluer les mentalités, mais aussi des actions positives (par exemple : contrôles sur les procédures d'engagement, incitants fiscaux à l'engagement de demandeurs d'emploi issus de quartiers très touchés par le sous-emploi, mise en pratique de la loi antidiscrimination par le recours au test de situation). Ecolo souhaite que l'accès aux emplois de la fonction publique – comme c'est le cas en Région bruxelloise - soit permis à tous les étrangers, y compris ceux qui sont ressortissants d'un pays non-membre de l'Union européenne.

PROPOSITION : Veiller à l'égalité d'accès à l'enseignement

Pour Ecolo, il faut davantage veiller à l'égalité d'accès à l'enseignement. Il faut casser les stratégies menées par certains établissements scolaires qui visent à dissuader l'inscription d'enfants d'origine étrangère et qui aboutissent à une dualisation entre « écoles de grande qualité » et « écoles poubelles ». Pour Ecolo, il faut absolument favoriser la mixité sociale et culturelle des établissements scolaires.

PROPOSITION : En matière de port du foulard, Ecolo défend un droit individuel

La question du foulard est une question particulièrement complexe et sensible. Ecolo défend avant tout le libre choix individuel de chaque jeune fille ou femme de porter ou non le foulard. Nous ne pensons pas qu'une interdiction générale du port du foulard à l'école soit une solution à cette question, surtout si elle aboutit à une situation d'exclusion et au repli sur soi.

Ecolo condamne évidemment toute pression visant à pousser une jeune fille à porter ou non le foulard contre son gré. Pour Ecolo, l'école doit être le lieu d'émancipation des jeunes.

De plus, ce droit individuel s'inscrit dans un ensemble de devoirs pour tous les élèves : l'obligation de suivre l'intégralité du programme scolaire, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre le sexisme. En cas de tension avec les élèves, hors du respect du

² Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.

programme scolaire, il s'agit de faire usage du dialogue ou de la médiation, voire, quand cela s'avère nécessaire, de mesures disciplinaires. Pour Ecolo, ces règles doivent s'appliquer à l'ensemble des établissements scolaires, afin d'éviter un renforcement de la dualisation de l'école.

Enfin, rappelons que pour Ecolo, la neutralité est un droit des citoyens. Par contre, elle est un devoir pour ce qui concerne les services publics. A titre d'exemple, la liberté individuelle de porter de manière visible des symboles religieux ne vaut pas pour les agents des services publics qui sont en contact avec la population.

PROPOSITION : Aboutir à l'égalité de traitement entre les cultes

Le culte islamique, reconnu depuis 1974, doit être traité comme les autres cultes et la laïcité organisée. Le «deux poids, deux mesures» est inacceptable. L'islam fait désormais partie de notre réalité et de notre patrimoine culturel. Si on peut se féliciter des avancées réalisées en la matière, du chemin reste à parcourir et certaines lois doivent encore se concrétiser, notamment la reconnaissance des mosquées et la prise en compte par l'Etat des traitements et pensions pour les imams.

PROPOSITION : Mettre sur pied un musée de l'immigration

Pour Ecolo, un musée de l'immigration, qui serait à la fois espace de mémoire, outil pédagogique et lieu de rencontre, restituerait sa complète identité et rendrait de manière symbolique, à tout un pan de la population son histoire faite de joies... mais aussi de souffrance. Cette restitution de la mémoire, comme toutes les initiatives à caractère culturel restant à développer, est utile pour les jeunes issus de l'immigration : connaître son passé et sa culture est indispensable pour construire son avenir.